

Appel du 8 novembre

L'Education Nationale en danger !

Pour une vraie formation des enseignants

Les enseignants-chercheurs, les enseignants, les chercheurs, les parents d'élèves, les membres du personnel de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ou de la recherche et les étudiants, réunis ce samedi 8 novembre à l'Université Diderot-Paris 7, protestent contre la mise en œuvre précipitée d'une réforme radicale de la formation des enseignants. Cette réforme est porteuse à terme d'un véritable bouleversement dans la nature des formations et dans le statut des savoirs au sein de l'enseignement primaire, secondaire et universitaire. Elle met gravement en danger la qualité de la formation des élèves à tous les niveaux de l'Éducation nationale. Elle complète et renforce la destruction du système national d'éducation et de recherche et contribue à mettre en position de concurrence établissements, formations et acteurs de l'enseignement.

Cette transformation radicale de la formation des enseignants et des concours de recrutement a été engagée sans demander l'avis de celles et ceux qui assurent cette formation ou en bénéficient. Ce mépris manifeste pour les principaux intéressés (enseignants et étudiants) va de pair avec l'imposition d'un rythme effréné qui dissimule mal la volonté de faire taire toute réflexion critique. Récemment, plusieurs présidents d'universités parisiennes ont pu parler de véritable « farce » à propos de ce processus. Le manque de précision quant au contenu des futurs concours et le calendrier absurde proposé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche nécessitent donc une réponse ferme et claire.

Soucieux de ne pas nous laisser imposer un traitement dans l'urgence d'une question aussi importante socialement et scientifiquement, nous demandons l'abandon de tout calendrier pour la remise de nouvelles maquettes de masters et le retrait de ce projet ministériel sous sa forme actuelle.

A ce titre, le « moratoire » demandé est la condition indispensable pour le lancement d'un débat national impliquant tous ceux qui sont concernés par la formation des enseignants et devant déboucher sur des négociations avec les ministères concernés. En conséquence, ce moratoire ne saurait se limiter à un répit de quelques mois.

Les signataires de cet appel font leurs les cinq principales critiques qui se sont exprimées durant les dernières semaines :

a) La **destruction d'une véritable formation professionnelle et disciplinaire, initiale et continue, des enseignants**. D'un côté, les épreuves des concours sont vidées en grande partie de leur contenu disciplinaire, et, de l'autre, la suppression de l'année de stage qui suit la réussite au concours - au nom de purs calculs budgétaires - remet en cause toute formation professionnelle sérieuse, la « didactique » n'ayant pas de sens en l'absence d'une réelle pratique de classe en responsabilité.

b) La **fragilisation de nombreuses formations à l'Université**. De fait, dans toutes les disciplines dont le principal « débouché professionnel » immédiat est l'enseignement, cette réforme aura des effets néfastes sur la qualité - et le nombre - des travaux de recherches en Masters et en Doctorat mais aussi sur la nature même de la formation en Licence. En ce qui concerne l'agrégation, si elle semble

épargnée du point de vue disciplinaire, la confusion entre le master et la préparation au concours rend son avenir incertain.

c) **L'extension de la contractualisation et de la précarisation dans l'enseignement primaire et secondaire.** Le recrutement de vacataires sera en effet mécaniquement facilité par l'existence d'un nombre important d'étudiants détenteurs d'une qualification reconnue par un diplôme mais non reçus aux concours nationaux.

d) **Une atteinte grave à l'articulation entre enseignement et recherche ainsi qu'à la nature des connaissances et des savoirs** produits et transmis dans l'université comme dans l'enseignement primaire et secondaire. Sur ce point, le lien est manifeste entre **cette réforme de la formation et la réforme des enseignements en cours dans l'ensemble de l'Éducation Nationale** (au lycée, la distinction entre matières obligatoires et matières optionnelles, la semestrialisation, la possibilité évoquée d'un recrutement direct des contractuels par les chefs d'établissement ; dans les **écoles primaires et maternelles**, la réduction unilatérale du temps scolaire, la suppression des RASED, la remise en cause des petites et moyennes sections des écoles maternelles).

e) **L'injustice et la perte de la diversité sociales du futur corps enseignant (auxquelles s'ajouteront les incertitudes sur les débouchés professionnels)** : le prétendu prolongement d'études ne sera en effet qu'un *prolongement des études non rémunérées*.

C'est pourquoi nous appelons à l'issue d'un large débat national à des **négociations** sans préalable afin de garantir et promouvoir

1. le respect du caractère national de tous les concours de recrutement pour l'enseignement secondaire avec maintien d'un concours et d'un jury national (composé de personnes spécialistes des matières concernées), assorti d'un lien explicite entre la réussite aux concours et l'accès (après un stage de titularisation) à un poste et un *statut* de fonctionnaire d'État

2. une préparation aux concours de recrutement tant pour les professeurs des écoles que pour les enseignants du secondaire, qui en amont reste ancrée dans des licences disciplinaires, et qui, en aval, préserve une année de formation professionnelle rémunérée postérieure à la réussite au concours

3. le respect de la base *disciplinaire* dans les masters comme dans les concours de recrutement pour les enseignants du secondaire, selon les caractéristiques propres à chaque discipline

4. le maintien d'une *formation pratique* initiale, *postérieure* à la réussite au concours, rémunérée et liée à une charge d'enseignement réduite, ainsi que le développement d'une formation continue disciplinaire au sein des universités.

5. La place centrale de la recherche dans les enseignements à l'université et son rôle essentiel dans la formation des futurs enseignants.

Un des enjeux fondamentaux du débat national proposé sera l'articulation entre masters et concours, afin de préserver un enseignement et une recherche de qualité pour *tous* les étudiants mais aussi une vraie formation disciplinaire *et* professionnelle pour les futurs enseignants.

Les signataires de cet appel se retrouveront le samedi 22 novembre à 10 h pour analyser les réactions et réponses suscitées et pour lancer toute action qu'ils jugeront utile contre cette réforme néfaste.